



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général commun départemental
Service des moyens budgétaires**

Bureau du Budget et des Achats

Marché public de fournitures courantes et de services

**Prestations de ménage et d'entretien du
linge au sein de résidences de la
préfecture de la Haute-Garonne (31).**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Contrat public passé selon la procédure adaptée (art. R-2123-1 à R-2123-7 du code de la commande publique)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES	4
ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
2.1 Objet et forme du marché.....	4
2.2 Procédure	5
2.3 Allotissement.....	5
2.4 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	5
2.5 Cotraitance.....	5
2.6 Sous-traitance	5
2.7 Langue.....	6
ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 4 – PRÉSENTATION DES RESIDENCES	6
ARTICLE 5 – MODALITÉS D’EXÉCUTION DU MARCHÉ	6
5.1 Durée du marché et modalité de commande	6
5.2 Informations réciproques des cocontractants	7
5.3 Obligation de confidentialité	7
5.4 Prestations attendues.....	7
ARTICLE 6 – CLAUSE DE RÉEXAMEN	7
6.1 Ajout ou suppression d’un logement.....	7
6.2 Modification des prestations au sein d’un ou plusieurs logements.....	8
6.3 Restriction et modification de la politique immobilière de l’Etat.....	8
ARTICLE 7 – BONS DE COMMANDE	8
ARTICLE 8 – PRIX.....	8
8.1 Prix forfaitaire	9
8.2 Révision des prix.....	9
8.3 Clause butoir.....	10
ARTICLE 9 – AVANCE FORFAITAIRE	10
ARTICLE 10 – RYTHMES ET MODALITES DE PAIEMENT	10
10.1 Modalités de facturation	10
10.2 Transmission des factures.....	10
10.3 Modalités de paiement	11
10.4 Paiement des sous-traitants	11
10.5 Répartition des paiements en cotraitance.....	12
10.6 Modalités essentielles de financement	12
ARTICLE 11 – PÉNALITÉS ET REFACTIONS.....	12
11.1 Généralités	12
11.2 Pénalités pour retard d’exécution	12
11.3 Autres pénalités.....	13
11.4 Modalités d'application des pénalités.....	13
11.5 Réfaction pour inexécution des prestations forfaitaire courantes	14
ARTICLE 12 – CONTRÔLE ET SUIVI DU MARCHÉ	14
12.1 Contrôle des prestations.....	14
12.2 Suivi du marché	14

ARTICLE 13 – CLAUSE SOCIALE	15
13.1 Respect des droits des salariés.....	15
13.2 Formation et insertion professionnelle	15
13.3 Diversité et égalité des chances	15
ARTICLE 14 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	15
ARTICLE 15 – ASSURANCES	16
ARTICLE 16 – RÉSILIATION.....	16
ARTICLE 17 – OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES.....	16
ARTICLE 18 – LITIGES, MEDIATION ET CONTENTIEUX	17
ARTICLE 19 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS	17
ANNEXES AU CCAP	18

ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES

Le pouvoir adjudicateur :

Préfecture de la région Occitanie, Préfecture de la Haute-Garonne, représenté par Monsieur le préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne.

Le représentant du pouvoir adjudicateur :

Mme la directrice du Secrétariat Général Commun Départemental (ci-après dénommée SGCD)
1 place Saint-Étienne - 31038 TOULOUSE Cedex 09

Le responsable de l'exécution du marché au sein du SGCD :

Mme la cheffe du bureau du budget et des achats, est désignée dans la suite de ce document par « BBA ». Le BBA est chargé de la passation de la consultation et du suivi de l'exécution du marché public.

Le résident membre du corps préfectoral :

Agents de l'Etat logés au sein des résidences ou logements concernés par le marché.

Le comptable public assignataire :

Monsieur le directeur régional des finances publiques de la région Occitanie et du département de la Haute-Garonne.

Le titulaire du marché :

Opérateur économique chargé de l'exécution des prestations. Le titulaire désignera une personne qui sera son représentant attitré auprès du BBA.

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1 Objet et forme du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de ménage et d'entretien du linge au sein de résidences occupées par des membres du corps préfectoral de la préfecture de la Haute-Garonne (31).

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat dont les modalités de contrôle sont détaillées à l'article 7 du CCTP.

CCAG de référence : Fournitures courantes et de services (FCS)

Codes CPV :

- **90911100-7 Services de nettoyage de logements,**
- 90900000-6 Services de nettoyage et d'hygiène,
- 98312000-3 Services de nettoyage de textile,
- 98315000-4 Services de repassage,
- 98513310-8 Services d'aide à domicile.

Références du marché : 2026PREF01NETRESI

Lieu d'exécution du marché :

La liste des logements concernés et leur descriptif sont définis à l'article 1 du CCTP.
Les prestations sont réalisées dans des locaux à usage d'habitation.

En application de l'article R2162-2 code de la commande publique, le présent marché s'exécute directement à bon de commande.

Le marché est mono-attributaire en application de l'article R.2162-9 du code de la commande publique. Un seul titulaire sera retenu et la cotraitance n'est pas souhaitée en raison des enjeux de sécurité et de discrétion ci-après :

- contrôle de l'ensemble du personnel ayant accès aux locaux,
- contrôle des badges et des trousseaux de clés mis à disposition des exécutants,
- sécurité du corps préfectoral et de leurs familles à leurs domiciles privés,
- confidentialité.

2.2 Procédure

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée (art. R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique).

En application de l'article R.2162-4 du code de la commande publique, le marché est conclu avec seulement un montant maximum en valeur : 120 000,00 euros hors taxes sur toute la durée du marché.

Le volume financier des prestations est un montant maximal calculé sur la base d'un estimatif majoré. Il tient compte des aléas pouvant intervenir en cours d'exécution avec l'intégration de nouveaux logements bénéficiaires, les révisions du prix, ajout de nouvelles prestations, etc.

2.3 Allotissement

En raison de la sensibilité du lieu des prestations, ce marché n'est pas alloti afin de ne pas multiplier les intervenants au sein des résidences.

2.4 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

2.5 Cotraitance

Le groupement d'entreprise n'est pas souhaité.

2.6 Sous-traitance

Les dispositions des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du code de la commande publique sont applicables au présent accord-cadre.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le BBA. Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Il est à noter que la sous-traitance totale du marché est interdite.

La désignation des sous-traitants doit intervenir conformément aux dispositions régissant la matière, notamment l'article 3.6 du CCAG-Fournitures courantes et de services (CCAG-FCS).

L'acte spécial de sous-traitance (DC4) doit impérativement être remis au BBA en amont pour accord et signature.

À l'appui de la demande d'agrément du sous-traitant, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur en complément du DC4 les documents suivants :

- déclaration sur l'honneur de non dissimulation de salariés clandestins,
- copie du jugement si le sous-traitant est en redressement judiciaire. Il doit justifier qu'il est habilité à poursuivre son activité au moment de son intervention,
- les attestations d'assurances,
- les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières de l'entreprise.

2.7 Langue

L'ensemble des documents échangés (correspondances, plans, comptes rendus de visite, etc.) sont rédigés en langue française.

Les réunions seront tenues en langue française. Le titulaire est tenu de désigner des équipes d'encadrement et techniques ayant la maîtrise de cette langue.

ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) complété de son annexe financière soit la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générale applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Le CCAG-FCS étant réputé connu, il n'est pas joint matériellement au présent accord-cadre mais chaque titulaire peut le consulter sur le site internet suivant : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> ;
- Le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre (30 pages maximum) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- Les normes Européennes et Françaises et la réglementation en matière de sécurité et de protection de la santé.

Bien que non joints aux autres pièces constitutives du marché, ces documents sont réputés connus du titulaire.

ARTICLE 4 – PRÉSENTATION DES RESIDENCES

L'article 1.1 du CCTP présente les résidences concernées par le présent marché.

Pour des raisons de confidentialité, les adresses exactes des résidences ne sont pas communiquées dans le cadre de l'appel d'offre. **Une visite préalable des sites n'est donc pas prévue.** Celle-ci sera organisée par le BBA dans le cadre de la période de prise en charge des prestations par le titulaire. D'une durée d'un (1) mois, celle-ci doit permettre l'adéquation entre le besoin et l'offre du titulaire.

ARTICLE 5 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

5.1 Durée du marché et modalité de commande

Le présent marché est conclu pour une durée d'un (1) an ferme à compter du 1er avril 2026 (date prévisionnelle), reconductible deux fois, pour une période de douze (12) mois sans que sa durée totale ne puisse excéder trois (3) ans.

Conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique, la reconduction sera tacite et le titulaire ne pourra s'y opposer.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire au plus tard trois mois avant l'échéance du marché, par l'envoi d'un courrier en recommandé avec accusé de réception.

Des résidences peuvent être rajoutées ou retirées du marché à une date postérieure à la date de démarrage, en fonction, entre autres, des affectations des membres du corps préfectoral (voir article 6).

5.2 Informations réciproques des cocontractants

Le BBA communique au prestataire toutes les informations et pièces en sa possession et dont la connaissance est utile au prestataire pour l'exécution de son marché (voir articles 1 et 3 du CCTP).

5.3 Obligation de confidentialité

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels s'engagent à appliquer et à faire appliquer le secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis, directement ou indirectement, au cours du marché. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le titulaire s'interdit d'utiliser ou de divulguer les documents et informations qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

Conformément à l'article 1120 du code civil, le titulaire se porte fort, pour tout son personnel (salariés, collaborateurs) et ses sous-traitant, des engagements définis ci-dessus.

Tout manquement à cette obligation peut donner lieu à résiliation du marché aux torts du titulaire, sans indemnités ni préjudice des poursuites éventuelles pour le pouvoir adjudicateur.

5.4 Prestations attendues

Voir article 3 du CCTP.

ARTICLE 6 – CLAUSE DE RÉEXAMEN

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, des modifications par voie d'avenant au présent marché pourront être apportées en cours d'exécution.

6.1 Ajout ou suppression d'un logement

L'ajout et la suppression d'un logement constituent une modification du périmètre des prestations.

6.1.1 Ajout d'un logement

Le démarrage des prestations dans un nouveau logement peut intervenir à une date postérieure à la notification du marché.

Le BBA respecte un préavis de trois (3) semaines pour la mise en place des nouvelles prestations, à partir de la transmission au titulaire de la fiche de recensement du besoin (FRB) relative au logement.

L'ajout du logement fera l'objet d'un avenant en cohérence avec les prix afférents aux logements déjà inscrits au marchés.

6.1.2 Suppression d'un logement

En cas de suppression d'un logement, toutes les prestations liées seront automatiquement résiliées avec un préavis d'un mois. Dans le cas où le délai de ce préavis ne pourrait être respecté, le prestataire pourra prétendre à une indemnité équivalente à un mois de prestations.

Le retrait du logement fera l'objet d'un avenant sans incidence financière sur le prix des autres logements.

6.2 Modification des prestations au sein d'un ou plusieurs logements

Le titulaire ne peut procéder à aucune modification sans l'accord écrit du pouvoir adjudicateur.

En cas de modifications substantielle du fréquentiel et/ou du contenu des prestations, le BBA respecte un préavis d'un (1) mois pour la mise en place des nouvelles prestations à partir de la transmission au titulaire de la fiche de recensement du besoin (FRB) mise à jour.

La première année, les prestations forfaitaires relatives aux nouveaux sites seront facturées au prorata du nombre de mois de prise en charge des dits sites.

Le titulaire doit mettre à jour l'état des lieux en conséquence des adjonctions et/ou retraits.

6.3 Restriction et modification de la politique immobilière de l'Etat

Le pouvoir adjudicateur pourra mettre fin aux prestations sur un ou plusieurs logements en raison d'un changement de la politique immobilière de l'Etat, avec un préavis de 2 mois.

Conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG, le titulaire pourra prétendre à une indemnité de 5% du prix forfaitaire, du ou des sites concernés, que le pouvoir adjudicateur aurait dû acquitter lors de l'année en cours.

ARTICLE 7 – BONS DE COMMANDE

La prestation est déclenchée par l'émission d'un bon de commande auprès du titulaire.

La notification du bon de commande, selon les dispositions de l'article 3.7 du CCAG-FCS, vaut lancement des prestations au titre de l'année concernée.

Pour les prestations forfaitaires, le bon de commande est d'une durée d'exécution de douze (12) mois. Les prestations exceptionnelles font l'objet de bons de commande émis par le BBA au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Les bons de commandes sont émis et transmis par l'ordonnateur du service au titulaire. Ils sont adressés sous forme dématérialisée sur la ou les adresse(s) courriel(s) fournie(s) par le titulaire. Ils comportent les données de référence suivantes :

La prestation	Le BBA	Les données comptables	Le titulaire
Date de la commande	Référence du service à contacter	Numéro chorus du marché et numéro de l'engagement juridique.	Raison sociale N° tiers Chorus
Objet et référence du devis	Adresse de livraison	Code du service exécutant (SE) en charge du traitement financier.	Adresse du siège social
Période de référence		Adresse de facturation, taux et montant de la TVA, autres taxes liées à l'exécution, prix HT et TTC.	

ARTICLE 8 – PRIX

L'unité monétaire de compte du marché est l'Euro (€).

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur. Les évolutions du taux de TVA s'appliquent de plein droit sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

Les prix sont en partie forfaitaires (bon de commande annuel pour les prestations récurrentes) et unitaires (bons de commande ponctuels pour les prestations exceptionnelles).

Les prix figurent dans l'annexe financière de l'acte d'engagement du marché (AF).

8.1 Prix forfaitaire

Le prix forfaitaire présenté dans l'annexe financière à l'acte d'engagement comprend l'ensemble des frais généraux, déplacement et main-d'œuvre nécessaires à la réalisation des prestations courantes et récurrentes.

Ce prix est établi en tenant compte des dispositions présentées à l'article 2 du CCTP du marché. Ainsi, le prix forfaitaire des prestations est déterminé sur la base de leur réalisation 47 semaines par an.

Toutefois, si finalement 1 ou plusieurs semaines de prestations devant être interrompues sont finalement maintenues, elles seront facturées au même prix que les semaines habituelles.

8.2 Révision des prix

A l'expiration de la première année d'exécution du marché, les prix des prestations sont révisables selon les conditions indiquées ci-dessous.

L'ensemble des prescriptions relatives à la révision des prix s'applique à tous les éléments constitutifs des prix du marché.

La demande de révision devra être transmise par le titulaire à l'acheteur au plus tard deux mois avant la date anniversaire du marché. A contrario, les prix précédents seront considérés maintenus. Le titulaire ne peut procéder à aucune modification unilatérale de ces prix.

Les prix du marché sont révisables à la hausse comme à la baisse, selon les conditions indiquées ci-après.

8.2.1 Le titulaire est une entreprise de service à la personne (IDCC 3127)

Les prix indiqués dans les annexes financières sont révisables selon la formule suivante :

$$PR = P_0 \times [0,85 \times (ICT_n / ICT_0) + 0,15 \times (IPC_n / IPC_0)]$$

PR	= prix révisé
P₀	= prix initial du marché
ICT₀	= Indice du coût horaire du travail ¹ du trimestre de remise de l'offre
ICT_n	= Indice du coût horaire du travail du trimestre de révision de prix
IPC₀	= valeur de l'indice des prix à la consommation ² du trimestre de remise de l'offre
IPC_n	= valeur de l'indice des prix à la consommation du trimestre de révision de prix

Le coefficient de révision obtenu par la formule est arrondi au millième supérieur. Les prix sont établis avec deux décimales, suivant les règles de l'arrondi au centime supérieur ou inférieur le plus proche.

8.2.2 Le titulaire est une entreprise de propreté et services associés (IDCC 3043)

Les prix indiqués dans les annexes financières sont révisables selon la formule suivante :

$$PR = P_0 \times (IP_1 / IP_0)$$

PR	= prix révisé
P₀	= prix initial du marché
IP₀	= valeur de référence de l'Index Propreté ³ du trimestre de remise de l'offre
IP₁	= valeur de référence de l'Index Propreté du trimestre de révision de prix

¹ L'indice du coût horaire du travail est publié trimestriellement sur le site www.insee.fr

² L'indice des prix à la consommation est publié trimestriellement sur le site www.insee.fr

³ Cet index, composé de sept indices officiels pondérés, est publié trimestriellement sur le site www.index-proprete.fr

Le coefficient de révision obtenu par la formule est arrondi au millième supérieur. Les prix sont établis avec deux décimales, suivant les règles de l'arrondi au centime supérieur ou inférieur le plus proche.

8.3 Clause butoir

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de limiter la révision des prix dans le cas d'une hausse supérieure à 3% par période de révision du prix.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de limiter l'augmentation des prix à 7% sur la durée totale du marché.

ARTICLE 9 – AVANCE FORFAITAIRE

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique.

L'avance est accordée pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € TTC, d'une durée d'exécution supérieure à deux mois et relatif aux prestations forfaitaires récurrentes.

Si le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise, le taux de l'avance est porté à **30% du montant TTC**, conformément à l'article R 2191-7 du Code de la Commande Publique, sauf si celui-ci y renonce expressément (voir article B4 de l'acte d'engagement).

Pour toute autre entreprise, le taux de l'avance est porté à 10% du montant TTC, sauf si celle-ci y renonce expressément (article B4 de l'acte d'engagement).

Il ne sera pas accordé d'avance pour les bons de commande liés à des prestations exceptionnelles.

Le mandatement de l'avance forfaitaire intervient sans formalité dans le délai d'un mois à compter de la date à laquelle le bon de commande a été émis.

Le remboursement de l'avance forfaitaire intervient lors de la 9^{ème} facture mensuelle (plus de 65% du montant du bon de commande). Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant a atteint 80% du montant du bon de commande soit au cours de la dernière facture trimestrielle.

ARTICLE 10 – RYTHMES ET MODALITES DE PAIEMENT

10.1 Modalités de facturation

Les factures sont établies mensuellement en tenant compte du nombre de semaines d'interventions réalisées dans le mois.

Chaque logement sera facturé séparément.

En ce qui concerne les prestations exceptionnelles, leurs factures sont établies une fois les prestations concernées réalisées.

10.2 Transmission des factures

Conformément aux articles L. 219.2-1 à L. 219.2-7 du Code de la Commande Publique, **le projet de décompte et la ou les factures afférentes doivent être déposés sur le portail dématérialisé :**

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Chaque facture doit mentionner :

- le numéro de l'engagement juridique (EJ) et le code du service exécutant (SE) : ceux-ci sont mentionnés sur le bon de commande ;
- la prestation et sa période de référence ;
- la raison sociale et le siège social du prestataire ;
- le n°SIRET ;
- le RIB (IBAN BIC) ;
- les prix unitaires et le prix total de la prestation (HT et TTC) ;
- le taux de TVA.

10.3 Modalités de paiement

Le paiement des prestations afférentes aux bons de commande se fait par mandat administratif et les règlements sont effectués dans les conditions précisées à l'article 11 du CCAG-FCS.

Le règlement s'effectue à terme échu pour toutes les prestations du marché.

Les factures sont établies par le prestataire selon le fréquentiel suivant :

- Mensuellement pour les prestations forfaitaires récurrentes ;
- A la fin de la prestation pour les prestations exceptionnelles.

Un paiement au prorata temporis du nombre de jour de prestation effectué peut être calculé si un logement intègre la prestation en cours d'année.

Compte-tenu du calendrier budgétaire qui prévoit une clôture du budget début décembre, la facture relative aux prestations du mois de novembre devra être déposée avant le 1^{er} décembre.

Le paiement des factures intervient au plus tard 30 jours après la certification du service fait par le BBA.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit pour le titulaire du marché et sans autre formalité, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

10.4 Paiement des sous-traitants

Le paiement des sous-traitants de premier rang obéit aux dispositions de l'article R.2193 du Code de la Commande Publique.

Les sous-traitants ne pourront prétendre au paiement direct que pour les seules missions réalisées postérieurement à leur agrément par le BBA et pour les factures ayant été visées préalablement par le titulaire du marché.

Il appartient à chaque sous-traitant de transmettre sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur :

- au titulaire principal du marché (le montant des prestations dues sera présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du titulaire principal du marché) contre remise de récépissé ;
- au pouvoir adjudicateur, accompagnée des factures afférentes et de l'avis de réception de sa demande.

Au terme d'un délai maximum de 15 jours, le titulaire donne son accord ou notifie son refus au sous-traitant et au BBA. Son silence vaut acceptation.

Cette procédure ne fait pas obstacle au contrôle par le pouvoir adjudicateur des sommes revendiquées par le sous-traitant.

10.5 Répartition des paiements en cotraitance

Sans objet.

10.6 Modalités essentielles de financement

Le financement du présent marché est assuré sur les fonds propres des services bénéficiaires.

ARTICLE 11 – PÉNALITÉS ET REFACTIONS

11.1 Généralités

D'une manière générale, les pénalités s'appliquent à des retards dans l'exécution et les réfections s'appliquent à des défauts d'exécution. Toutes les pénalités et réfections mentionnées ci-dessous sont appliquées sur le montant mensuel HT de la facture du site considéré.

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable.

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.
Les pénalités prévues au CCAG-FCS s'appliquent.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

- cas de force majeure indépendant de la volonté du titulaire et sous réserve que la situation ne soit pas imputable au pouvoir adjudicateur ;
- accord express et écrit du service bénéficiaire, émetteur du bon de commande.

11.2 Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant, applicables sans mise en demeure.

Les prestations exceptionnelles sont réalisées à l'issue de l'émission d'un bon de commande par le BBA et dans un délai de 1 mois à compter de la date d'envoi du bon de commande. Ce délai peut être modifié en cas d'accord express entre les parties.

A défaut pour le titulaire d'avoir exécuté les prestations commandées à la date fixée entre les parties ou à l'issue du délai de 1 mois à compter de la date d'envoi du bon de commande, une pénalité de 100 euros HT par jour ouvré de retard d'intervention peut lui être appliquée. La date de fin du calcul de la pénalité est la date de l'admission de la prestation.

11.3 Autres pénalités

LIBELLÉ	FAIT GENERATEUR	DUREE MAX D'INTERVENTION AVANT APPLICATION DE LA PENALITE	MONTANT DES PÉNALITÉS en € HT
CCTP-Art. 3.3.4 : Non-respect du fréquentiel	Date du signalement par mail	1 jour	100 € HT par jour de retard
CCTP-Art. 3.3.4 : Absence de carnet de suivi dans la résidence	Date du signalement par mail	5 jours	50 € HT par jour de retard
CCTP-Art. 3.4 : Non-respect des délais de transmission du devis	Date de la demande envoyée par mail	5 jours	50 € HT par jour de retard
CCTP-Art. 7.2 : Non-respect délai transmission compte-rendu d'autocontrôle	Date de la demande envoyée par mail	2 jours	50 € HT par jour de retard
CCAP-Art. 13 et 14 : Non-respect des clauses sociale et environnementale	Date du signalement par mail	5 jours	50 € HT par jour de retard
Perte des clés ou des badges d'accès à la résidence	À chaque perte constatée	Immédiat	Prix du remplacement et de tous les frais annexes
Déclenchement répété des systèmes d'alarmes	A partir du 4 ^{ème} déclenchement constaté	Immédiat	100 € HT par déclenchement dès le 4 ^{ème} inclus
Défaut de remplacement du salarié (dans le cas d'une absence prévue)	Date de la constatation de l'absence par mail	Dès le lendemain	100 € HT par jour de retard
Absence injustifiée aux contrôles qualité programmés	A partir de 2 absences consécutives, constatées par mail	Immédiat	100 € HT par absence constatée

11.4 Modalités d'application des pénalités

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG.FCS, les pénalités ne feront l'objet d'aucunes exonérations.

Lorsque le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de l'application de pénalité, le titulaire dispose de huit (8) jours pour présenter ses observations.

Le pouvoir adjudicateur précise le montant des pénalités, le ou les retards concernés, le délai à partir duquel sera décompté les jours de retard qui devra être justifié par le BBA par tout moyen de preuve et notamment un message/courriel informant le titulaire de la situation.

A défaut de réponse du titulaire, le silence du titulaire vaut acceptation et le pouvoir adjudicateur applique les pénalités de retard ou réfaction qui doivent toujours rester proportionnées aux manquements invoqués et au montant de la prestation concernée.

Si le pouvoir adjudicateur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire. Les pénalités peuvent faire l'objet d'un avoir de la part du titulaire venant en déduction des sommes dues.

11.5 Réfaction pour inexécution des prestations forfaitaire courantes

L'inexécution des prestations forfaitaires correspond à l'absence d'intervention contractuelle du prestataire sur le site.

En cas d'inexécution des prestations forfaitaires sur un site (signalée sur le cahier de liaison ou par tout autre moyen permettant le signalement au prestataire), il est fait application d'une réfaction du montant journalier non exécuté, selon la formule suivante :

$$R = P / (N \times S) \times J$$

R = montant de la réfaction

P = prix forfaitaire mensuel HT du site

N = nombre de passages hebdomadaires

S = nombre de semaine réalisées sur le mois concerné

J = nombre de jours pendant lesquels le prestataire n'est pas intervenu

Le montant de la réfaction est forfaitaire, appliqué sur défaut constaté et non corrigé depuis son signalement.

En cas d'inexécution des prestations forfaitaires courantes à plus de 5 reprises consécutives signalées, et dès lors que l'ordonnateur estime que les conditions normales d'utilisation d'un site sont compromises du fait de la défaillance du titulaire, le BBA se réserve le droit de faire exécuter la prestation par un tiers, aux frais et risques du titulaire après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivie d'effet (article 45 du CCAG-FCS).

ARTICLE 12 – CONTRÔLE ET SUIVI DU MARCHÉ

12.1 Contrôle des prestations

En vue de s'assurer de la conformité des prestations réalisées aux spécifications du marché et pour constater le respect de l'obligation de résultat, il est mis en place par l'administration, un contrôle qualité des prestations de nettoyage en relation avec le titulaire reposant notamment sur l'exploitation du carnet de liaison (article 4.2 du CCTP).

La nature et les modalités de contrôle des prestations sont précisées à l'article 7 du CCTP.

En cas de désaccord sur les résultats des opérations de vérification effectuées par l'administration, le titulaire doit saisir par écrit et au plus tard dans les deux jours ouvrables suivant la notification du résultat des opérations de vérification, le BBA qui dispose d'un délai de huit jours pour faire connaître sa réponse au titulaire :

- soit acceptation des prestations ;
- soit application des réflexions prévues au présent CCAP.

12.2 Suivi du marché

Le BBA organise de façon annuelle une réunion de suivi de l'exécution des prestations.

Elle en informe le titulaire avec un préavis de 15 jours avec communication de l'ordre du jour, afin de lui permettre de désigner ses représentants devant participer à ces réunions.

Le compte-rendu de cette réunion est transmis au titulaire et est mis à l'ordre du jour de la réunion suivante pour en suivre les évolutions. L'ordre du jour minimal d'une réunion de suivi est :

- bilan qualitatif des prestations au moyen du carnet de liaison ;
- bilan et taux de réalisation des actions correctives ;
- bilan financier des prestations (coût des prestations récurrentes, exceptionnelles, pénalités, réflexions, bilan des 5 semaines) ;
- suivi de la réalisation de la clause environnementale ;
- faits marquants intervenus sur la période précédente.

ARTICLE 13 – CLAUSE SOCIALE

Le titulaire du marché s'engage à respecter les principes de responsabilité sociale dans l'exécution du marché. À cet effet, il prendra les mesures suivantes :

13.1 Respect des droits des salariés

Le titulaire du marché s'engage à respecter les droits des salariés, notamment en ce qui concerne les conditions de travail, les salaires, les heures de travail et les congés.

13.2 Formation et insertion professionnelle

Le titulaire du marché s'engage à proposer des formations et des opportunités d'insertion professionnelle aux salariés rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi, tels que les personnes en situation de handicap, celles issues de quartiers prioritaires ou encore celles ayant été victimes de violences intrafamiliales et bénéficiant d'un accompagnement dans une structure reconnue par l'Etat.

13.3 Diversité et égalité des chances

Le titulaire s'engage à promouvoir la diversité et l'égalité des chances dans l'embauche et la gestion des salariés, notamment en ce qui concerne l'égalité femmes-hommes, les personnes en situation de handicap et les personnes issues de quartiers prioritaires.

En cas de non-respect des obligations sociales, le titulaire du marché sera soumis à des pénalités dans les conditions prévues à l'article 11.3.

ARTICLE 14 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

En lien avec l'article 1.3 du CCTP, le titulaire doit justifier des mesures mise en œuvre pour répondre aux enjeux environnementaux et réduire l'empreinte carbone de son activité liée au présent marché.

Ainsi, il s'engage à sensibiliser et à former les salariés aux principes de responsabilité environnementale, notamment en ce qui concerne les bonnes pratiques de ménage et d'entretien du linge.

Ces mesures portent sur les actions visant à améliorer la performance en matière de protection de l'environnement du titulaire en termes :

- d'équipements techniques mis en œuvre pour l'exécution des prestations (utilisation de véhicules propres ou de transports en commun par exemple) ;
- de gestion des déchets produits lors de l'exécution des prestations (respect du tri des déchets) ;
- d'utilisation de produits plus respectueux de l'environnement et de la santé des salariés et des résidents ;
- de maîtrise de la quantité de produits d'entretien utilisés ;
- d'écoresponsabilité en signalant tout dysfonctionnement constaté au sein des résidences tels que fuite d'eau (lavabo, WC...), dysfonctionnement d'électroménager pouvant nécessiter une réparation, etc.

En cas de non-respect des obligations environnementales, le titulaire du marché sera soumis à des pénalités dans les conditions prévues à l'article 11.3.

ARTICLE 15 – ASSURANCES

Le titulaire doit être en possession de contrats d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Cette obligation s'applique à ses cotraitants et sous-traitants.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, il doit s'en justifier au moment du dépôt de son offre en y joignant une attestation émanant de sa compagnie d'assurance ainsi que de celle de ses cotraitants et sous-traitants. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du BBA et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

L'absence de production des attestations d'assurance pertinentes n'exempte pas le titulaire de sa responsabilité et peut justifier la résiliation du marché pour faute en application de l'article 41.f du CCAG-FCS.

ARTICLE 16 – RÉSILIATION

Les stipulations du chapitre 7, articles 38 à 45, du CCAG-FCS s'appliquent.

Ainsi, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39.

Le non-respect grave et répété des obligations sociales et environnementales peut justifier une résiliation à l'initiative de l'acheteur.

Il peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 soit 5% du montant HT de l'année en cours.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées au CCAG, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

En cas de non-respect des mesures de sécurité, ou de manquement avéré aux conditions du présent marché, l'administration pourra, dix (10) jours calendaires après notification d'une mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire.

ARTICLE 17 – OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES

Afin de simplifier et sécuriser la transmission des documents, les documents mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique et à l'article. D-8222-5 du code du travail sont à transmettre au BBA.

Le titulaire du marché produit dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception du courrier d'attribution, pour lui-même et ses éventuels sous-traitants :

- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et travaillant directement ou indirectement pour ce marché

- L'attestation d'assurance Responsabilité Civile et Professionnelle
- une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de (6) six mois ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires.

La remise de ces documents doit être renouvelée tous les ans.

En cas de non remise des documents susmentionnés par les titulaires, et après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai d'un mois.

En application des articles R.5221-11 à R. 5221-16 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au BBA une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

ARTICLE 18 – LITIGES, MEDIATION ET CONTENTIEUX

Le présent marché est soumis au droit français.

Le titulaire et la personne publique s'efforcent de régler à l'amiable tous les différends qui peuvent intervenir lors de l'exécution du présent marché.

Le Médiateur des entreprises propose un dispositif gratuit de médiation pour aider les entreprises à résoudre leurs litiges. Il peut s'agir d'un différend concernant par exemple les conditions de paiement ou de rupture d'un contrat. Toute demande de médiation peut être faite directement sur la page d'accueil du site web : www.mediateur-des-entreprises.fr (formulaire en ligne) ou poser toute question en remplissant le formulaire de contact prévu.

En vertu de l'article R.312-11 du code de justice administrative, les parties au présent marché conviennent qu'en cas d'échec de règlement à l'amiable et/ou de la médiation, la juridiction compétente en cas de litige durant l'exécution du marché sera :

Tribunal administratif de Toulouse
68, rue Raymond IV - B.P. 7007
31068 TOULOUSE Cedex 07
Tél : 05 62 73 57 57 - Fax : 05 62 73 57 40

ARTICLE 19 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

<i>Articles du CCAP</i>	<i>Articles du CCAG-FCS</i>
Article 3 (<i>ordre des pièces contractuelles</i>)	Article 4-1
Article 11.2 (<i>pénalités pour retard d'exécution</i>)	Article 14.1
Article 11.4 (<i>modalités d'application des pénalités</i>)	Articles 14.1.2 et 14.1.3
Article 15 (<i>assurances</i>)	Article 9

En cas de dispositions contradictoires, les clauses du présent cahier des clauses particulières prévalent sur celles du CCAG-FCS.

ANNEXES AU CCAP

- Acte d'engagement (**ATTRI1**) ;
- Décomposition du prix global et forfaitaire (**DPGF**) ;
- Déclaration du candidat individuel (**DC1**) ;
- Déclaration du candidat individuel (**DC2**) ;
- Déclaration de sous-traitance (**DC4**) ;